N^{os} 439011, 439017, 439019, 439021
GGE France

1^{ère} et 4^{ème} chambres réunies

Séance du 15 septembre 2021

Lecture du 6 octobre 2021

CONCLUSIONS

M. Vincent VILLETTE, rapporteur public

Contrairement à ce que donne à penser une présentation parfois trop manichéenne, **le droit européen actuel n'interdit pas complètement les aides d'Etats**. Les traités¹ comme les institutions de l'Union admettent en effet que de telles aides puissent constituer, pour les Etats-membres, un outil majeur de leur politique industrielle et économique – en France, elles représenteraient ainsi un montant total annuel de l'ordre de 30 milliards d'euros. En revanche ces aides, en ce qu'elles sont susceptibles d'affecter la libre concurrence sur le marché intérieur, sont soumises à une vigilance renforcée, ce qui explique qu'elles doivent en principe² faire l'objet d'une notification préalable auprès de la Commission européenne. Insistons ici sur le fait que ce passage par Bruxelles est loin d'être rédhibitoire dans la mesure où moins de 1 % des régimes d'aides français notifiés à la Commission ont été déclarés incompatibles³. En revanche, lorsque l'Etat membre omet de notifier un régime d'aides, **alors les conséquences s'avèrent souvent lourdes**. D'une part, le non-respect de cette obligation procédurale est invocable devant le juge national⁴ et conduit, vis-à-vis des personnes bénéficiaires, à récupérer *a minima* l'avantage de trésorerie né de cette aide illégale⁵ et à ce que les contribuables puissent obtenir la décharge de la taxe ayant servi à la financer⁶. D'autre part, si la Commission, qui jouit d'un pouvoir exclusif d'appréciation, finit par estimer cette aide incompatible avec le droit de l'Union, l'Etat membre est alors tenu de récupérer rapidement l'intégralité des sommes versées. Seuls le délai de prescription de dix ans, la préservation d'un principe général du droit communautaire ou des circonstances exceptionnelles telles qu'elles empêchent d'exécuter correctement la décision⁷ peuvent venir contrarier cette implacable obligation de récupération.

¹ Art. 107 et 108 du TFUE

² Sauf les aides relevant du règlement *de minimis* et du RGEC, auxquels cas une simple information de la Commission suffit

³ *Les aides d'Etat*, rapport de l'igf, juin 2015

⁴ Ce qui conduit alors ce dernier à se prononcer sur le point de savoir si la mesure en cause est ou non une aide d'Etat (CJCE, 22-03-1977, *Steinike et Weinling*, C-78/76).

⁵ V. par exemple CJCE, 11-07-1996, *SFEI et a.*, C-39/94 ; CE, 27-02-2006, *Compagnie Ryanair Limited et Chambre de commerce et d'industrie de Strasbourg et du Bas-Rhin*, n^{os} 264406 264545, p. 95

⁶ CE, 21-12-2006, *Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie c/ SA Auchan France*, n^o 288562, RJF 3/07 n^o 369

⁷ CJCE, 29-04-2004, *Italie c/ commission*, C-372/97

Ces conclusions ne sont pas libres de droits. Leur citation et leur exploitation commerciale éventuelles doivent respecter les règles fixées par le code de la propriété intellectuelle. Par ailleurs, toute rediffusion, commerciale ou non, est subordonnée à l'accord du rapporteur public qui en est l'auteur.

Si elle est compréhensible dans son principe, **une telle rigueur s'avère assez problématique** lorsque l'on constate que, malgré « *plusieurs décennies d'exégèse, aussi bien prétorienne que doctrinale, les contours exacts des 4 critères [caractérisant une aide d'Etat] restent difficiles à appréhender* »⁸. Autrement dit, en pratique, un défaut de notification peut s'expliquer non par une volonté de contournement mais par le fait que l'Etat membre ne pensait pas avoir mis sur pied un régime d'aide. L'affaire appelée nous paraît illustrative de cette **possible zone d'incertitudes**, en posant la question de savoir si l'affectation d'une partie de la taxe d'apprentissage au profit de certains établissements d'enseignement supérieur est constitutive d'un régime d'aides d'Etat.

Rappelons ici que la taxe d'apprentissage⁹, assise sur les salaires et versée par les employeurs exerçant une activité industrielle, commerciale ou artisanale, est destinée depuis sa création en 1925 à **financer les « premières formations technologiques et professionnelles »**. Plus précisément, son produit est réparti en deux parts. La première est réservée au financement de l'apprentissage. La seconde – appelée « hors quota » et correspondant à 23 % du total¹⁰ – est destinée au financement des formations initiales technologiques et professionnelles hors apprentissage. S'agissant de cette part « hors quota », le législateur a de longue date prévu que les entreprises soient exonérées de cette fraction à hauteur des sommes qu'elles versent à des établissements d'enseignement définis par la loi. En somme l'Etat permet aux contribuables, plutôt que d'acquitter l'impôt auprès d'un organisme collecteur, d'en verser directement le produit aux établissements dûment identifiés par le législateur, l'idée sous-jacente étant que les employeurs sont les mieux à même de cibler les formations correspondant à leurs besoins futurs.

Après une longue période de flottements, le Parlement a établi – par la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 – une liste resserrée des bénéficiaires potentiels en y incluant notamment différents types d'établissements d'enseignement supérieur ayant en commun leur gestion par des organismes à caractère non lucratif¹¹. En 2018¹², l'ouvrage a été remis sur le métier. Si le gouvernement avait présenté un projet de loi refondant en profondeur le financement de la formation professionnelle, cette ambition n'a pas survécu au débat parlementaire, **le législateur ayant préféré ajuster le cadre existant**. A ce titre, il n'a pas remis en cause le principe des dépenses libératoires pour une partie de la taxe d'apprentissage au profit d'un nombre limité d'établissements¹³ même s'il en a ramené le niveau à 13 % du total, soit de l'ordre de 460 millions d'euros en 2020¹⁴. En revanche, il a ajusté la liste des bénéficiaires,

⁸ *La primauté de l'analyse juridique de la sélectivité de l'aide en présence d'un régime fiscal dérogatoire*, C. Galokho, RTD eur. 2017.723

⁹ Nous renvoyons à l'historique bien plus détaillé brossé par Alexandre Lallet dans ses conclusions sur *Fondation pour l'école et Centre de promotion de la coiffure* (CE, 22-07-2015, n°s 387472 et 390172, C)

¹⁰ Art. L. 6241-2 du code du travail

¹¹ Exception faite de la dérogation ménagée au profit des établissements d'enseignement à but lucratif dispensant des formations conduisant aux diplômes professionnels délivrés par les ministères chargés de la santé, des affaires sociales, de la jeunesse et des sports

¹² A l'occasion de l'examen de la loi n° 2018-771 du 05-09-2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel

¹³ *Le financement de la formation professionnelle et de l'alternance est aménagé*, FRFS 38/18

¹⁴ <http://www.senat.fr/rap/117-609-1/117-609-11.pdf>

Ces conclusions ne sont pas libres de droits. Leur citation et leur exploitation commerciale éventuelles doivent respecter les règles fixées par le code de la propriété intellectuelle. Par ailleurs, toute rediffusion, commerciale ou non, est subordonnée à l'accord du rapporteur public qui en est l'auteur.

mais **sans revenir sur l'exclusion des établissements d'enseignement supérieurs gérés par des organismes à but lucratif**, malgré l'adoption temporaire d'un amendement en ce sens. A lire les travaux préparatoires, il apparaît que cette approche était justifiée, dans l'esprit des parlementaires, par le souci d'éviter une dilution excessive de cette source de financement et – nous citons – par le fait qu'il semblerait « *étrange de permettre l'affectation d'une taxe de nature fiscale au financement d'établissements à but lucratif* »¹⁵.

C'est cette exclusion que conteste vertement la société Galileo Global Education (GGE) France – **qui chapeaute 47 écoles et 31 campus d'enseignement**. En vous appuyant sur la décision par laquelle le Conseil constitutionnel avait déclaré conformes à la Constitution les dispositions issues de la loi de 2014¹⁶, vous avez refusé, à l'automne dernier, de renvoyer la QPC de la requérante dirigée contre la loi telle que remodelée en 2018. **Vous avez désormais à connaître du recours sur lequel cette exception d'inconstitutionnalité se greffait**. En l'occurrence, ce qui est contesté devant vous, c'est le refus opposé par le Premier ministre et trois ministres à ses demandes tendant à ce qu'ils notifient à la Commission européenne ce dispositif de versements libératoires, dont la société estime qu'il est constitutif d'un régime d'aides d'Etat.

Vous savez que vous admettez la possibilité de contester un tel refus¹⁷, y compris lorsque le texte en cause est de nature législative, **de sorte que vous pouvez en venir directement à l'examen du bien-fondé de la requête**. En réalité, même si la liste compte désormais treize items, la contestation de la société porte quasi-exclusivement **sur la situation de ses concurrents directs** à savoir les établissements consulaires des chambres de commerce et d'industrie (CCI) et les établissements d'enseignement supérieur consulaire (EESC) créés par la loi dite Mandon du 20 décembre 2014.

La caractérisation d'une aide d'Etat suppose tout d'abord qu'il y ait avantage et que son bénéficiaire **soit une entreprise**. L'existence d'un avantage ne fait ici aucun doute. En revanche, de prime abord, la circonstance que les bénéficiaires du versement soient des établissements d'enseignement supérieur gérés par des organismes à caractère non lucratif pourraient laisser à penser qu'ils ne doivent pas être regardés comme des entreprises. Mais ce premier mouvement se heurte à une **jurisprudence européenne très extensive**, qui définit l'entreprise comme « *toute entité exerçant une activité économique, indépendamment de son statut juridique ou de son mode de financement* ». A cette aune, la qualification d'entreprise ne dépend pas tant de la finalité, lucrative ou non, poursuivie par les acteurs concernés¹⁸ que de l'origine de leurs ressources et du point de savoir s'ils interviennent sur un secteur concurrentiel. Or, avec cette grille de lecture en tête¹⁹, les établissements de la liste visés par

---

¹⁵ V. en ce sens : http://www.senat.fr/amendements/commissions/2017-2018/583/Amdt_COM-429.html

¹⁶ Décision n° 2015-496 QPC du 21-10-2015

¹⁷ CE, assemblée, 07-11-2008, *CNIVAO*, n° 282920, A

¹⁸ V. en ce sens : CJCE, 12-07-2001, *Smits et Peerbooms*, C-157/99, §§ 50-52

¹⁹ V. Communication de la Commission relative à la notion « d'aide d'Etat » visée à l'article 107, paragraphe 1, du TFUE, § 30

Ces conclusions ne sont pas libres de droits. Leur citation et leur exploitation commerciale éventuelles doivent respecter les règles fixées par le code de la propriété intellectuelle. Par ailleurs, toute rediffusion, commerciale ou non, est subordonnée à l'accord du rapporteur public qui en est l'auteur.

la requête exercent bien, à nos yeux, une activité économique. D'une part, il ressort de la mesure d'instruction que vous avez diligentée qu'au global, **ils sont désormais principalement financés sur fonds privés**²⁰ ; en particulier, force est de constater que la part réclamée aux élèves et à leurs parents va désormais au-delà des redevances et frais de scolarités dont la cour avait pu estimer, lorsqu'ils étaient modestes, qu'ils ne changeaient pas la nature de l'activité d'enseignement²¹. D'autre part, ils **sont en concurrence avec des acteurs à but lucratif** – la CJUE a d'ailleurs rendu, en 2017, un arrêt très topique à propos d'un établissement supérieur confessionnel espagnol²². Dans ces conditions, il nous paraît difficile d'estimer que ces établissements relèvent seulement de l'accomplissement par l'Etat de sa mission éducative envers sa population²³, pour en déduire ensuite qu'ils ne sont pas des entreprises.

Cette étape liminaire était passée, il faut alors déterminer **si le dispositif en cause satisfait aux quatre critères cumulatifs qui définissent l'aide d'Etat**.

Deux de ces critères sont assurément remplis. D'une part, compte tenu là encore de l'approche très large retenue par la Commission comme par la Cour de Luxembourg, les versements litigieux doivent à nos yeux être regardés comme susceptibles de **fausser la concurrence** au détriment des établissements ne figurant pas sur cette liste. D'autre part, il est tout aussi clair que le dispositif national contesté est susceptible **d'affecter les échanges** entre Etats-membres, à plus forte raison dans un contexte où le marché de l'enseignement est désormais largement internationalisé.

Les **deux critères restants** supposent, en revanche, davantage de développements.

En premier lieu, se pose la question de savoir si le dispositif s'assimile à une intervention au moyen de **ressources d'Etat**. Pour apprécier ce dernier critère, la CJUE a fait émerger deux sous-critères cumulatifs²⁴ : il convient de déterminer si l'avantage est imputable à l'Etat et s'il est accordé, directement ou indirectement, au moyen de ressources d'Etat.

Le premier sous-critère ne soulève pas de réelles difficultés. En effet, pour reprendre l'approche de la Cour, il est clair que les autorités publiques ont été impliquées dans l'élaboration de la mesure en cause puisque ce mécanisme de versement a été instauré par la loi.

Le second sous-critère est lui plus délicat. Précisons d'abord que le fait que les sommes en cause ne soient pas formellement des ressources publiques ne suffit pas à exclure que ce sous-

²⁰ Sur ce point, la Cour juge de façon constante qu'il n'était pas nécessaire que ce financement privé soit assuré principalement par les élèves ou leurs parents, le service n'ayant pas nécessairement à être payé par ceux qui en bénéficient (CJCE, GC, 11-09-2007, *Schwarz*, C-76-05)

²¹ CJCE, 27-09-1988, *Humbel*, 263/86 ; 07-12-1993, *Wirth*, C-109/92, § 15

²² CJUE, 27-06-2017, *Congregación de Escuelas Pías Provincia Betania*, aff. C-74/16

²³ V. sur ce critère : CJCE, 11-09-2007, *Commission c/ Allemagne*, C-318/05

²⁴ V. par exemple : CJUE, 13-09-2017, *ENEA*, C-329/15

Ces conclusions ne sont pas libres de droits. Leur citation et leur exploitation commerciale éventuelles doivent respecter les règles fixées par le code de la propriété intellectuelle. Par ailleurs, toute rediffusion, commerciale ou non, est subordonnée à l'accord du rapporteur public qui en est l'auteur.

critère soit satisfait. En effet, la notion de « ressources d'Etat » renvoie à la fois aux dépenses sonnantes et trébuchantes, **mais aussi aux recettes auxquelles la puissance publique renonce**²⁵. Or, en l'espèce, les versements libératoires conduisent l'Etat à ne pas percevoir l'intégralité du produit de la taxe d'apprentissage²⁶.

En dépit de cette approche extensive, la question de savoir si ces sommes doivent être regardées comme **indirectement accordées au moyen de ressources d'Etat** ne nous paraît pas si évidente. En effet, dans la jurisprudence de la Cour, cette extension aux aides « indirectement accordées » vise avant tout à couvrir, soit les situations dans lesquelles la ressource à laquelle renonce l'Etat est fléchée vers un but bien déterminé, soit les situations dans lesquelles il s'agit d'éviter que la création d'entités formellement autonomes chargées de la distribution d'aides ne permette aux Etats de contourner trop facilement les règles relatives aux aides d'Etat²⁷.

Or, sous cet angle, force est de constater, comme y insiste le ministre, que le présent dispositif s'inscrit dans une **logique bien différente**.

D'une part, l'Etat laisse **une complète latitude aux redevables de la taxe, dont il ne maîtrise pas les choix**. Ceux-ci peuvent ainsi librement décider de l'identité de leurs heureux bénéficiaires parmi ceux figurant sur la liste, et ils ne manquent d'ailleurs pas, ensuite, de valoriser ces choix dans leur communication externe.

D'autre part, le contribuable peut **renoncer à choisir lui-même ses bénéficiaires**, et alors, soit il acquitte les sommes dues au Trésor public, soit il les dédie à des centres de formation d'apprentis (CFA)²⁸.

En somme, dans ce dispositif, ce n'est pas l'Etat qui attribue, indirectement ou par l'intermédiaire d'un faux-nez²⁹, une ressource publique. Symptomatiquement, l'Etat n'est d'ailleurs pas en mesure de savoir, *ex ante*, **les sommes que vont percevoir les différents établissements de la liste**³⁰. A la réflexion, il nous semble toutefois que vous ne pourrez pas aller jusqu'à estimer que ce sous-critère n'est pas rempli. En effet, s'il est vrai que le rôle

²⁵ CJCE, 16-05-2000, *France/Ladbroke Racing et Commission*, C-83/98 P, §§ 48 à 51.

²⁶ V. a contrario lorsque l'Etat se borne à imposer une obligation de financement sans renoncer lui-même à des ressources : CJCE, 05-03-2009, *UTECA*, aff. C-222/07

²⁷ CJUE, 09-11-2017, *Commission/TV2/Danmark*, C-656/15 P, § 45

²⁸ 2° de l'art. L. 6241-4 du code du travail

²⁹ V. sur ce courant de jurisprudence qui cherche à apprécier l'influence de l'Etat sur la décision prise par un acteur tiers pour éviter un contournement des règles relatives aux aides d'Etat : CJCE, 30-01-1985, *Commission c/ France*, aff. 290/83 ou CJCE, 21-03-1991, aff. C-303/88 ou plus récemment CJUE, 09-11-2017, *Commission/TV2/Danmark*, C-656/15 P et TUE, 19-03-2019, *Italie e.a. c/ Commission*, aff. T-98/16 et a.

³⁰ Vous vous trouvez donc dans une situation intermédiaire. En effet, si par exemple les contribuables étaient contraints de verser leur part hors-quota à un fonds *ad hoc*, chargé ensuite de redistribuer ces ressources à des établissements désignés par la loi, il nous semble qu'il n'y aurait alors aucun doute quant au fait que les aides devraient être regardées comme octroyées par des ressources de l'Etat – quand bien même le fonds institué en serait formellement distinct. A l'inverse, si les employeurs avaient été soumis à une simple obligation de financer certains établissements supérieurs de leur choix, nous aurions été fermement convaincu de l'inexistence d'un tel régime (V. par analogie : CJUE, 28-03-2019, *Allemagne c/ Commission*, C-405/16 P) en l'absence de toute ressource d'Etat (CJUE, 21-10-2020, *Eco TLC*, C-556/19, § 33)

Ces conclusions ne sont pas libres de droits. Leur citation et leur exploitation commerciale éventuelles doivent respecter les règles fixées par le code de la propriété intellectuelle. Par ailleurs, toute rediffusion, commerciale ou non, est subordonnée à l'accord du rapporteur public qui en est l'auteur.

intermédiaire des contribuables rend l'avantage plus contingent et relativise l'implication de l'Etat, la Cour a déjà jugé³¹ que cette seule circonstance ne saurait être déterminante dans la mesure où il reste constant que les versements en cause n'interviendraient pas si la puissance publique ne les avait pas conçus comme une manière alternative d'acquitter une taxe due. D'ailleurs, la pratique décisionnelle des institutions européennes nous semble également engagée en ce sens, comme en témoigne par exemple la décision du 11 mars 2008³² par laquelle la Commission a regardé comme un régime d'aides d'Etat le dispositif permettant aux redevables de l'ISF de déduire de l'impôt dû les sommes qu'ils choisissaient d'investir dans le capital des PME.

En second lieu, il vous restera donc à examiner le dernier critère, qui suppose de **déterminer si l'avantage est matériellement sélectif**. En effet, ce qui caractérise l'aide d'Etat « *ce n'est pas l'octroi d'un avantage en tant que tel, mais le fait que cet octroi, effectué de façon discriminatoire et, donc, sélective, est susceptible de placer certaines entreprises dans une situation plus favorable que d'autres* »³³.

En première approche, vous pourriez être tentés **de dupliquer, sur le terrain du droit de l'Union, le raisonnement tenu par le Conseil constitutionnel** lorsqu'il a jugé, au regard du principe d'égalité, que les établissements ciblés par la loi étaient, nous citons, « *soit en raison de leur statut, soit en raison de leur mode de gestion, soit en raison de leurs obligations pédagogiques et des contrôles qui s'y rattachent, dans une situation différente de celles des autres établissements d'enseignement* ».

Cette reprise sèche nous semblerait néanmoins un peu courte pour juger, sur le terrain du droit de l'Union, que l'avantage accordé aux établissements consulaires et aux EESC est justifié par leur situation « *factuelle et juridique* » à part³⁴. En effet, à la différence de l'approche plus composite et sûrement plus souple qui prévaut au regard du principe interne d'égalité, **ce critère de sélectivité a ici vocation à être appréhendé dans une dimension strictement concurrentielle**, afin de déterminer si l'aide en cause améliore, au sein d'un même marché, la situation de certains acteurs.

Or, à cette aune, force est de constater que ces différents établissements d'enseignement supérieur ici en cause ont désormais de **nombreux traits communs**. D'abord, pour faire écho à l'exigence posée à l'article L. 6241-4 du code du travail, ils délivrent tous des formations initiales conduisant à des diplômes ou titres enregistrés au répertoire des certifications professionnelles et classés dans la nomenclature interministérielle des niveaux de formation.

³¹ CJCE, 19-09-2000, *République fédérale d'Allemagne c/ CCE*, C-156/98, § 27 : « *L'interposition d'une décision autonome de la part des investisseurs n'a pas pour effet de supprimer le lien existant entre l'allègement fiscal et l'avantage dont bénéficient les entreprises concernées, dès lors que, en termes économiques, la modification des conditions de marché qui génère ledit avantage est la résultante de la perte de ressources fiscales dans le chef des pouvoirs publics.* »

³² https://ec.europa.eu/competition/state_aid/cases/222377/222377_798066_39_2.pdf

³³ Conclusions de l'avocat général N. Wahl sur CJUE, 15-09-2016, aff. C-524/14 P

³⁴ V en ce sens CJUE, GC, 21-12-2016, *Commission européenne c/ Hansestadt Lübeck*, C-524/14 P

Ces conclusions ne sont pas libres de droits. Leur citation et leur exploitation commerciale éventuelles doivent respecter les règles fixées par le code de la propriété intellectuelle. Par ailleurs, toute rediffusion, commerciale ou non, est subordonnée à l'accord du rapporteur public qui en est l'auteur.

Ensuite, leurs modes de financement se rapprochent : le progressif désengagement public, symbolisé par la réduction drastique³⁵ de la fiscalité affectée aux CCI³⁶ et par deux prélèvements exceptionnels d'un montant total de 670 millions d'euros, a conduit à une augmentation de la part des fonds privés dans les budgets des établissements rattachés aux CCI – augmentation qui se traduit notamment par une hausse significative des frais de scolarité³⁷. Enfin, alors qu'auparavant les établissements consulaires constituaient un simple service des CCI, lesquelles sont, vous le savez, des établissements publics d'Etat³⁸ employant des agents publics³⁹, beaucoup d'entre eux ont récemment pris leur indépendance par rapport à leur chambre d'origine, soit en se constituant en association loi 1901, soit en optant pour le nouveau statut de l'EESC, ce qui contribue à les rapprocher des structures privées telles que celles gérées par la requérante. Pour illustrer concrètement cette idée, l'on perçoit que des établissements tels qu'HEC et l'ESCP, éligibles au solde de la taxe d'apprentissage, ne sont plus dans une situation radicalement différente d'écoles de commerce comme la Paris School of Business (PSB) détenue par la requérante.

Ces éléments tendanciels de rapprochement ne nous conduisent cependant pas à estimer que ce quatrième critère est rempli car, à nos yeux, **les établissements bénéficiaires demeurent dans une situation distincte du fait des contraintes propres qui pèsent sur eux**. En effet, pour ne prendre que les EESC⁴⁰, c'est-à-dire les établissements dont les caractéristiques sont les plus proches de celles d'une entreprise à but lucratif, le législateur a veillé à ce que leur autonomisation renforcée s'accompagne de robustes garde-fous. Ainsi, bien que désormais soumises par défaut aux règles applicables aux sociétés anonymes, ces personnes morales de droit privé s'en distinguent encore sur trois points fondamentaux⁴¹. Premièrement, leur création et leur existence se déploient sous un fort contrôle public : leurs statuts doivent ainsi être approuvés par arrêté interministériel tandis que la composition de leur conseil d'administration ou de surveillance reste encadrée, notamment en vue d'assurer la prépondérance des chambres de commerce en leur sein. Deuxièmement, les EESC sont liés avec leur CCI de rattachement par une convention pluriannuelle. Cette convention définit leurs missions et leurs activités, en leur assignant des objectifs académiques – par exemple, elle peut imposer la dispensation de formations pourtant peu rentables financièrement. Une telle convention fixe aussi les principes applicables au recrutement des enseignants comme des étudiants – notamment en prévoyant des objectifs ambitieux en termes d'ouverture à la

---

³⁵ (- 58 % sur la période 2012-2021(<https://www.senat.fr/rap/a19-141-3/a19-141-31.pdf> p. 19)

³⁶ Avant même cette réforme, la part des ressources publiques dans les ressources totales des ESCG était estimée à 24 % (dont 10 points au titre de la taxe d'apprentissage) – v. *Les écoles supérieures de commerce et de gestion (ESCG) : un développement à réguler*, Cour des comptes, février 2013.

³⁷ *L'enseignement supérieur privé : propositions pour un nouveau mode de relations avec l'Etat*, Inspection générale de l'administration de l'éducation et de la recherche, rapport n° 2015-047 de juin 2015.

³⁸ Art. L. 710-1 Code de commerce. V. aussi : CE, 22-06-1983, T..., n° 33603, A ; TC, 26-06-2006, *Mlle M... c/ CCI de Nice Côte d'Azur*, n° 3522, B

³⁹ Dans une situation légale et réglementaire : TC, 28-05-1979, *CCI d'Angers c/ G...*, n° 02117, A

⁴⁰ Il existe 11 EESC créés par arrêté, ce qui concerne plus de 31 000 étudiants : <https://questions.assemblee-nationale.fr/q15/15-26496QE.htm>

⁴¹ Art. L. 711-17 et s. du Code de commerce. V. *Les écoles de commerce et de gestion ont enfin un statut ! A propos de l'article 43 de la loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises*, C. Devès, SJACT n° 9, mars 2015, 2065

Ces conclusions ne sont pas libres de droits. Leur citation et leur exploitation commerciale éventuelles doivent respecter les règles fixées par le code de la propriété intellectuelle. Par ailleurs, toute rediffusion, commerciale ou non, est subordonnée à l'accord du rapporteur public qui en est l'auteur.

diversité sociale. Autrement dit, ces établissements ne sont pas totalement libres de leur stratégie et ils doivent composer avec les exigences qu'implique la réalisation de la mission en faveur de la formation professionnelle initiale confiée aux chambres de commerce par la loi. Troisièmement, si leur capital peut s'ouvrir aux investisseurs privés, cette ouverture s'avère fortement tempérée. D'une part, la majorité du capital doit être détenue par les CCI et aucune autre actionnaire n'est autorisé à disposer de plus de 33 % des droits de vote à l'assemblée générale de ces établissements. D'autre part, et surtout, ces structures ne sont pas autorisées à verser de dividendes, les éventuels bénéfices distribuables ne pouvant qu'être affectés à la constitution de réserve.

Au total, nous pensons que ces différentes caractéristiques tout à la fois **limitent les marges de manœuvre des établissements bénéficiaires et assurent que les fonds qu'ils perçoivent sont réellement affectés à la mission de formation qui leur est impartie**. Dans ces conditions, au regard du droit des aides d'Etat, le dispositif en cause n'octroie pas, selon nous, un avantage discriminatoire puisque les établissements d'enseignement supérieur à but lucratif ne se trouvent pas dans une situation factuelle et juridique comparable. Par suite, tant le mécanisme du solde que la liste de ses bénéficiaires n'avaient pas à faire l'objet d'une notification préalable à la Commission européenne.

PCMNC au rejet des requêtes

Ces conclusions ne sont pas libres de droits. Leur citation et leur exploitation commerciale éventuelles doivent respecter les règles fixées par le code de la propriété intellectuelle. Par ailleurs, toute rediffusion, commerciale ou non, est subordonnée à l'accord du rapporteur public qui en est l'auteur.